

### 3. — QUELQUES TÉMOINS

#### BANQUE D'OTTAWA

A l'assemblée des actionnaires de la Banque d'Ottawa, le 13 décembre 1899, M. J. G. WHYTE, appuyant l'adoption du rapport annuel du président, dit, entre autres choses :

Il me semble qu'on n'apprécie pas à leur juste valeur les avantages que nous trouvons dans les liens qui nous rattachent à la mère-patrie. La prospérité même de cette banque, telle que démontrée par le rapport qui nous est soumis, et la sécurité dont jouit le peuple canadien, dans sa vie et dans ses biens, sont en grande partie l'œuvre de la protection que nous accordent l'armée et la marine de la Grande-Bretagne ; et cependant le Canada ne contribue en rien à l'entretien de ces moyens de protection. On commence à comprendre, au pays, que le temps est arrivé où l'on devrait modifier les conditions de l'association, et que nous devrions cesser d'occuper cette posture peu enviable où nous prenons tout sans rien donner. Il est vrai qu'en ces derniers temps nous avons envoyé volontairement un millier de nos jeunes gens les plus braves et les meilleurs pour aider à faire valoir les droits des citoyens britanniques de l'Afrique du Sud ; et selon les probabilités actuelles, l'offre d'un second contingent sera acceptée ; *mais ceci n'est pas assez*. Notre pays est en état, non seulement d'organiser sur un pied encore plus considérable la défense de nos diverses provinces, mais de suivre l'exemple de l'Australie et de la Colonie du Cap en payant *une taxe directe et annuelle pour aider à l'entretien de la marine anglaise*. . . . . (*Free Press*, d'Ottawa, 14 décembre 1899.)

#### M. CLIFFORD SIFTON, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

A un banquet organisé en son honneur, à Toronto, le 11 décembre 1900, M. Sifton, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement fédéral, prononça un très long discours politique. C'était au lendemain des élections générales où la province de Québec avait donné un appui presque unanime au ministère Laurier. M. Sifton crut devoir tirer parti du verdict des Canadiens-français au bénéfice de l'impérialisme. Voici quelques-unes de ses paroles à ce sujet :

Dans la province de Québec, on attaque le gouvernement à cause surtout de la politique Impérialiste suivie par le Premier-Ministre. . . . . Il suffit de lire les journaux et les pamphlets que nos amis conservateurs répandirent dans la province de Québec pour constater que la question principale sur laquelle ils en appelèrent au peuple de cette province, c'est que les électeurs de Québec devaient se prononcer contre sir Wilfrid Laurier parce qu'il était un homme d'Etat impérial, parce qu'*il avait uni son sort à celui de l'Empire britannique*. Qu'a décidé le peuple de Québec ? Quel a été son verdict ? L'a-t-il accordé aux hommes qui ont attaqué le Premier-Ministre ? Non ; ce verdict fut la ratification de tout ce que le Premier-Ministre avait fait pour *lier le Canada plus intimement à l'Empire britannique*.

(*Globe*, Toronto, 12 décembre 1900.)